

Stabilisation, récession et croissance dans les économies post-socialistes

Grzegorz Kolodko *

Le processus de transition dans lequel sont engagées les économies d'Europe centrale et orientale doit, pour réussir, maîtriser trois étapes : la stabilisation macroéconomique, la restructuration du système productif et l'introduction des structures de l'économie de marché. Quels enseignements se dégagent des évolutions constatées dans cette région depuis 1990 ? Les nouvelles équipes dirigeantes ont-elles su organiser et guider ce changement ? Peut-on dès maintenant affirmer que les bases d'une reprise de la croissance ont été jetées ? Les résultats enregistrés jusqu'à présent n'incitent pas à l'optimisme. Pour comprendre l'ampleur de la récession qui frappe ces pays, il faut revenir sur la spécificité de leurs mécanismes économiques. Celle-ci avait au départ été sous-estimée, ce qui a conduit à une approche de la réalité et à des prévisions erronées. Ce constat permet ensuite de réfléchir aux conditions nécessaires à la stabilisation et à la reprise, ainsi qu'au rôle déterminant de la politique économique dans le passage à l'économie de marché.

L'ampleur et les causes de la récession

Par économie post-socialiste, il faut entendre les économies engagées dans une transition irréversible de l'allocation des ressources par le plan à l'allocation par le marché et, simultanément, dans la construction d'une société démocratique et pluraliste. Plus de vingt pays sont déjà concernés par ce processus, y

* Grzegorz Kolodko est directeur de l'Institut de recherche sur les finances de Varsovie.

compris les Etats de l'ex-URSS. Les analyses et les conclusions formulées ici concernent en principe tous ces pays, bien que, dans plusieurs cas, des données empiriques suffisamment fiables fassent défaut pour permettre de formuler des appréciations d'ordre général. De plus, le processus se trouvant in *statu nascendi*, les généralisations hâtives risquent de dépasser les limites du professionnalisme. En particulier, l'expérience de la transition des républiques asiatiques post-soviétiques est totalement différente de celle de la Pologne ou de la Hongrie. Dans le premier cas la transition ne fait que commencer, avec comme point de départ l'économie soviétique traditionnelle (bien que celle-ci soit largement désintégrée et que la transition soit imbriquée dans une crise politique, institutionnelle et structurelle d'une extraordinaire ampleur). Dans le second cas, la transition est déjà bien avancée sur le plan qualitatif et le point de départ est également très différent, du fait des progrès significatifs des réformes antérieurement à 1990. Quel que soit le jugement porté sur ces réformes, elles facilitent sans aucun doute le déroulement du processus actuel (Nuti, 1992).

Tout en tenant compte de ces différences, et de bien d'autres (Bozyk, 1992), l'objet du présent article est d'analyser les conditions et les perspectives de la stabilisation et de la croissance économique en économie post-socialiste. Bien que l'application du concept d'économie post-socialiste n'ait cessé de s'élargir durant ces dernières années¹, on se centrera ici sur l'évolution des pays européens à partir de 1990².

Au préalable, il est intéressant d'examiner les indicateurs qui illustrent la dynamique du développement à l'époque de l'économie planifiée. Cet examen est utile parce qu'on observe actuellement un phénomène d'amnésie, consistant à oublier le fait que pendant la majeure partie de la période du « socialisme réel », ces pays ont connu une dynamique assez forte³ de croissance du revenu national – compte tenu des standards internationaux de l'époque –. L'image actuelle de cette dynamique est influencée par le ralentissement de la croissance économique dans la phase finale du « socialisme réel ». Elle est aussi entretenue sciemment, pour des raisons politiques et idéologiques. En effet, sous-estimer la croissance économique passée peut amener à une évaluation différente des processus en cours et en modifier l'appréciation politique. Bien qu'un tel effet psychologique ne soit pas durable, il y est cependant fait appel – de Varsovie à Ulan Bator (tableau 1).

1. On peut penser que ce processus n'est pas encore achevé. La monographie consacrée à la stabilisation de l'économie post-socialiste (Kolodko, Gotz-Kozierkiewicz, Skrzyszewska-Paczek, 1991) décrit entre autres le cas intéressant du Viêt-nam, qui est considéré comme une économie socialiste réformée. De nombreux indices laissent croire que ce pays rejoindra le groupe des pays post-socialistes, bien qu'en avril 1992, la nouvelle constitution parle encore de la période de transition du capitalisme vers le socialisme, et non l'inverse ; les orientations et les réformes économiques en cours sont menées avec beaucoup de rigueur. Elles ne sont pas pour autant appuyées par les réformes politiques correspondantes.

2. Le processus de transition désigne le passage vers l'économie capitaliste et non une réforme ou une amélioration de l'économie socialiste (Brus, Laski, 1989).

3. Il faut bien sûr être conscient des mensonges et de la malhonnêteté méthodologique de nombreuses données statistiques officielles qui mettaient en valeur la croissance des années 1950 à 1989. Néanmoins les déformations qui en résultent n'ont sans doute pas eu d'importance qualitative.

TABLEAU 1

Les cycles de croissance dans les économies socialistes

Taux de croissance annuels moyens du revenu national en %

Bulgarie	1953-56 - 6,5	1957-59 14,0	1960-63 - 6,0	1964-67 9,1	1968-71 - 7,4	1972-75 8,3	1976-80 - 6,4	1981-85 - 3,5	1986-87 - 5,2	
Hongrie	1951-53 9,3	1954-56 - 2,0	1957-60 11,0	1961-65 - 5,4	1966-69 7,2	1970-74 - 6,2	1975-78 - 5,0	1979-85 - 0,9	1986-88 - 1,6	
Pologne	1950-53 9,8	1954-57 - 9,1	1958-63 - 5,4	1964-68 7,1	1969-70 - 3,7	1971-75 9,8	1976-78 - 4,9	1979-82 - 6,5	1983-85 4,9	1986-88 - 3,9
RDA	1950-52 18,0	1953-56 - 6,7	1957-59 8,7	1960-63 - 2,2	1964-69 5,0	1970-75 5,7	1976-86 - 4,4	1987-88 - 3,3		
Roumanie	1951-53 17,0	1954-56 - 5,0	1957-59 10,6	1960-62 - 7,6	1963-66 10,5	1967-70 - 7,0	1971-76 11,5	1977-79 - 7,7	1980-84 - 4,0	1985-88 5,4
Tchéco-Slovaquie	1950-52 10,0	1953-56 - 6,5	1957-61 7,4	1962-65 - 0,8	1966-69 7,2	1970-75 - 5,3	1976-78 - 4,7	1979-84 - 1,8	1985-88 2,4	
URSS	1950-51 16,0	1952-53 - 8,2	1954-56 11,6	1957-63 - 6,0	1964-68 8,2	1969-73 - 6,5	1974-78 - 5,0	1979-88 - 3,3		

Source : « Annuaire statistique national », différentes années, Office central des statistiques, Varsovie.

TABLEAU 2

Principaux indicateurs macro-économiques, 1970-1989

Taux de croissance annuels moyens, sauf mention contraire

		Revenu national net	Prix à la consommation	Solde courant en % du revenu national
Bulgarie	1970-1979	7,1	0,7	nd
	1980-1989	4,0	3,3	nd
	1984-1989	3,8	2,8	- 2,7 ^g
Hongrie	1970-1979	5,1	3,9	- 4,4
	1980-1989	1,2	8,1	- 2,2
	1984-1989	1,3	9,0	- 2,0
Pologne	1970-1979	6,7	4,1	- 3,6
	1980-1989	0,3	53,1	- 1,4
	1984-1989	4,1	62,9	
Roumanie	1970-1979	9,7	0,8	- 2,9 ^a
	1980-1989	4,5	3,8	0,7 ^b
	1984-1989	5,8	0,2	3,1 ^c
Tchéco-Slovaquie	1970-1979	5,0	0,9	- 0,2
	1980-1989	2,0	1,6	0,2
	1984-1989	2,5	0,9	0,2
Yougoslavie ^d	1970-1979	6,1	17,5	- 2,0
	1980-1989	0,7	74,9	- 0,1 ^e
	1984-1989	0,6	106,3	1,5 ^f

a : 1977-1979, en % du produit national brut.

b : 1980-1986, en % du produit national brut.

c : 1984-1986, en % du produit national brut.

d : produit matériel brut

e : 1980-1986

f : 1984-1986

g : 1985-1988

Source : « Annuaire statistique national », différentes années et calculs de l'auteur.

Un des traits caractéristiques de la croissance économique en économie planifiée était son aspect cyclique, c'est-à-dire les oscillations endogènes du rythme de croissance autour d'une courbe positive de long terme (Kolodko, 1975 et 1986).

Un net affaiblissement de la dynamique du développement vers la fin des années 80 est indéniable. De plus, ce phénomène s'accompagne de la déstabilisation croissante qui se manifeste entre autres par l'accélération de l'inflation, par l'augmentation de la pénurie et par l'approfondissement du déséquilibre extérieur. Un cercle vicieux en résulte, dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui : l'affaiblissement de la croissance renforce les tendances déstabilisatrices, la déstabilisation favorise à son tour le ralentissement de la croissance, et finalement, la stagnation (Kolodko, 1989a et b). Cependant, ces pays ne connaissent pas encore de chute de la production (tableau 2). Sauf dans le cas de la Roumanie, et à un moindre degré de la Hongrie, la chute du produit global apparaît seulement à partir du début 1990⁴. Un net effondrement s'observe cette année-là et les deux années suivantes (tableau 3).

TABLEAU 3

Evolution du revenu national et du PIB

En %

		Année antérieure = 100			
		1989	1990	1991	1992 prévision
Bulgarie	Revenu national	- 0,4	- 11,5	- 22,9	—
	PIB	—	—	- 22,0	—
Hongrie	Revenu national	—	—	—	—
	PIB	- 2,0	- 3,3	- 8,0	0-1
Pologne	Revenu national	- 0,2	- 14,9	—	—
	PIB	0,2	- 11,6	- 8 / - 10	- 5 / 0
Roumanie	Revenu national	- 5,8	- 11,0	—	—
	PIB	- 7,9	- 15,0	- 14,0 ^b	0,0
Tchéco-Slovaquie	Revenu national	1,3	- 3,5	—	—
	PIB	—	- 0,4	- 15,9	- 3 / - 9
URSS^a	Revenu national	2,4	- 4,0	- 15,0	—
	PIB	—	—	- 17,0	—
Yougoslavie	Revenu national	1,0	- 11,0	- 20,0	—
	PIB	—	—	—	—

a : pour 1991, les données sont celles de la CEI.

b : selon les dernières informations, le PIB aurait baissé de 5,8 % ce qui est incohérent au regard des autres données.

Source : « *Sytuacja gospodarcza Polski w 1991 roku ma tle innych krajow* », Centralny Urzad Planowania, Varsovie, avril 1992.

4. Pour être plus précis, dans certains cas le retournement s'opère déjà en 1989. Par exemple, en Pologne, les ventes de l'industrie de l'Etat, c'est-à-dire la valeur macro-économique qui décide de la dynamique du produit global, chutent en valeur absolue dès mai 1989. Le PIB a probablement diminué dès le second semestre.

Les spécificités de la récession des économies post-socialistes

La récession n'apparaît donc qu'avec l'entrée dans la transition. Faut-il en déduire que la baisse du niveau de l'activité économique y est liée directement et, si oui, à laquelle de ses trois composantes : stabilisation macro-économique, changements institutionnels et restructuration micro-économique ? Dans quelle mesure peut-on expliquer cette diminution par d'autres facteurs ? Ce n'est qu'en fonction des réponses à ces questions que l'on peut rechercher des solutions pour s'engager sur la voie de la croissance économique.

Faut-il d'ailleurs parler de récession ? Certains auteurs le nient et soulignent la spécificité des phénomènes en cours en Europe de l'Est. Pour eux, la notion de récession doit être réservée à une phase du cycle conjoncturel de l'économie de marché. La spécificité la plus importante de la récession en cours dans les économies post-socialistes concerne l'absence d'automatisme pour surmonter la phase de ralentissement. Or ce mécanisme fait partie du cycle conjoncturel propre à l'économie de marché. De ce point de vue, il ne faudrait donc pas parler de récession, et certains suggèrent de nommer ce processus autrement. Est-ce bien nécessaire ? Le but n'est pas de multiplier les nouvelles appellations, mais d'interpréter correctement les phénomènes : il s'agit bien d'une récession, mais d'un caractère différent de la phase classique du cycle conjoncturel de l'économie de marché.

La récession typique en économie post-socialiste possède les caractéristiques suivantes :

- elle succède à la phase de faible activité économique (avec tendance à la stagnation) typique de la croissance cyclique de l'économie socialiste ;
- elle se caractérise essentiellement par une chute absolue du niveau de la production et des investissements (mais pas forcément des autres grandeurs macro-économiques, telles les exportations) ;
- le mécanisme de passage automatique à la phase de reprise ne se manifeste pas ;
- on ne peut tabler sur un enchaînement précis des phases postérieures à la récession ; il peut y avoir une chute de la production suivie immédiatement de l'amorce de la phase d'amélioration, ce qui rappelle le cycle conjoncturel usuel, il peut aussi arriver – ce qui est le plus probable et les symptômes en sont visibles dans certaines économies post-socialistes – qu'à la récession succèdent, dépression, reprise, et enfin prospérité. Alors seulement s'installera la croissance selon un schéma proche du cycle conjoncturel moderne du capitalisme.

De nombreux faits indiquent que la réalité suivra ce dernier scénario. Dans certains pays d'Europe centrale et orientale, – par exemple en Bulgarie, en Tchéco-Slovaquie et en Pologne – le maintien, depuis un certain temps, d'un niveau d'activité très faible correspond à l'apparition de la phase de dépression post-récession. Celle-ci se caractérise par une absence de tendance nette soit de poursuite de la chute de la production, soit de reprise ; autrement dit, par une

stagnation à un niveau très bas, accompagnée d'une poursuite de la montée du chômage (tableau 4).

TABLEAU 4

Le chômage dans les pays d'Europe centrale et orientale

En % de la population active

	1990	1991	
	Décembre	Juillet	Décembre
Bulgarie	2,0	6,0	7,8
CEI	–	–	1,5
Hongrie	2,0	3,9	8,0
Pologne	6,1	8,4	11,4
ex. RDA	–	12,1 ^b	11,8
Roumanie	1,5 ^c	2,2 ^b	4/5
Tchéco-Slovaquie	1,0	3,8	6,4 ^a
Yougoslavie	17,0	19,4	20,1

a : novembre 1991.

b : août 1991.

c : septembre 1990.

Source : « *Sytuacja gospodarcza Polski w 1991 Makuna tle innych Krajow* », Centralny Urzadz Planowania, Varsovie, avril 1992.

C'est la politique économique menée dans ces pays qui décidera de l'enchaînement et de la force avec laquelle se manifesteront les phases successives. Il convient de souligner l'importance fondamentale de la politique autant macro- que micro-économique, sans laquelle il sera impossible de surmonter la récession, comme le prouve l'expérience des années 1991 et 1992.

La chute de la production : artifice statistique ou réalité ?

La récession dans les pays post-socialistes est tellement spectaculaire que l'on parle souvent d'effondrement. Même dans la variante optimiste de ses prévisions, la Banque mondiale estime que le niveau de production antérieur à cet effondrement ne sera pas atteint avant 1996 pour « la partie septentrionale de la région » (Tchéco-Slovaquie, Pologne et Hongrie) et avant 2000 pour « la partie méridionale » (Bulgarie, Yougoslavie et Roumanie) (Banque mondiale, 1991).

D'autres estimations nient, et les dimensions de la récession, et son importance. Ces appréciations sont formulées avec d'autant plus d'insistance que la récession s'avère plus longue et plus difficile à surmonter. Au début ce sont les

statistiques officielles de production industrielle d'où découle le niveau du revenu national qui ont été critiquées, en raison de l'inadéquation de la catégorie « production vendue » (Rostowski, 1990). Des articles ont ensuite souligné l'influence compensatrice de l'économie souterraine sur le niveau global de la production, alors qu'à l'époque où l'on escomptait encore une reprise rapide, la faible importance de ce secteur (non enregistré par les statistiques officielles) était au contraire mise en avant. Le Fonds monétaire international a mentionné, à juste titre, que dans tous les pays la baisse de la production s'est concentrée sur le secteur étatique. L'activité du secteur privé, qui n'est pas correctement reflétée par les statistiques officielles, s'est développée rapidement, principalement en Hongrie, en Pologne et en Yougoslavie, mais on estime que cela a eu une influence minime sur le niveau global de l'activité, étant donné le faible poids de ce secteur (FMI, 1991). Même si au départ il était deux fois plus important qu'il n'apparaît dans les statistiques officielles, et même si sa croissance est deux fois plus rapide que ne le montrent ces mêmes statistiques, cela ne changerait pas les résultats d'ensemble de manière significative. En Pologne et en Hongrie, le secteur privé jouait déjà un certain rôle au moment du démarrage de la transition, mais son développement n'a pas été en mesure de compenser la chute brutale de la production du secteur d'Etat. Dans les autres économies post-socialistes, le secteur privé était et demeure très modeste.

Certains auteurs ne savent pas résister à la tentation de décrire la réalité avec des couleurs exagérément optimistes, au prix d'efforts d'équilibriste et d'hypothèses méthodologiques douteuses. A titre d'exemple, Berg et Sachs (1992) évoquent une diminution du PIB en Pologne pour 1991 bien inférieure à la réalité (3,8 % au lieu de 7-8 %), tout en la justifiant dans une large mesure par la baisse de la production précédemment exportée vers l'Union soviétique. Cette approche est sans aucun doute destinée à enjoliver la réalité pour des raisons de nature politique, voire idéologique. A l'extrême, on parle d'une « erreur de perception » – tout va mieux – seulement les sociétés des pays post-socialistes ne savent pas s'en rendre compte.

Il existe aussi, ce qui est évident, des estimations mensongères dans l'autre sens car la transition et les processus réels et financiers qui l'accompagnent, équivalent à une immense redistribution, tant des patrimoines, que des revenus. Tout le tissu, toute la structure existante des intérêts politiques et économiques sont bouleversés, ce qui ne peut pas ne pas influencer les appréciations formulées qui sont alors politiques et non scientifiques.

Les causes de la récession

Quelles sont les raisons de la récession et de la dépression qui accompagnent le passage au marché des économies post-socialistes ? Elles sont complexes. Certains événements ont d'abord été mis en avant pour trouver des explications à l'effondrement économique auxquels les observateurs ne s'attendaient pas.

D'où la tendance, exagérée, à accentuer l'importance des perturbations dans les livraisons de pétrole de l'URSS vers les pays de l'ex-CAEM, ou du conflit au Proche-Orient entre 1990 et 1991 (FMI, 1991). Un peu plus tard, on a fortement insisté sur la dissolution du CAEM⁵ et l'éclatement de l'Union soviétique. Mais ce genre d'arguments s'érode rapidement. Il est quand même difficile d'expliquer la chute de la production en 1992 en Roumanie ou en Albanie (qui est restée pendant quelque trente ans en dehors de cette organisation) par la liquidation du CAEM qui est intervenue quinze mois plus tôt, ou par l'éclatement de l'Union soviétique.

De nouvelles explications fleurissent, qui consistent à considérer partiellement la chute de la production comme un fait qui serait loin d'être négatif. Ainsi de l'idée d'une certaine sur-industrialisation de l'économie socialiste et partant, de la nécessité d'une drastique désindustrialisation au début de l'ère post-socialiste (Berg, Sachs, 1992). Le processus devrait s'accomplir non pas tant par un développement plus rapide du secteur des services (secteur tertiaire au sens large), que par une diminution profonde de la production industrielle et le déplacement des ressources ainsi libérées vers le secteur des services. Sous cet aspect, la récession n'est pas un phénomène négatif, mais une purification de l'économie et une amélioration de la structure du produit global.

Selon une autre interprétation, le niveau à partir duquel on mesure la chute de la production ayant été surestimé dans le passé, la chute réelle serait bien moindre que ne l'indique les statistiques. Cette chute devrait en outre être considérée comme une élimination de la production qui n'aurait pas dû être, étant donné sa non-rentabilité (Winiacki, 1991).

Cette observation déjà ancienne est partiellement juste, mais elle est difficile à quantifier avec précision pour des raisons méthodologiques. Il est vrai qu'une partie des pertes de production ne correspond pas forcément à une chute réelle de la valeur ajoutée de la nation, et particulièrement du niveau de vie de la population⁶ :

— d'une part, la chute de la production en économie post-socialiste résulte pour partie de la sortie de l'économie de pénurie. L'élimination de la pénurie exige que la demande globale baisse jusqu'en dessous du niveau qui, en théorie, équilibre l'offre et la demande⁷ et ce risque doit être neutralisé par une réduction de la demande plus importante que celle qui suffirait à combler l'écart

5. La dissolution du CAEM est en général présentée comme un choc externe. Ce n'est pas tout à fait justifié, puisque c'est par la volonté de ces pays (ou plutôt des politiciens au pouvoir) que le groupement a été liquidé de cette manière qui est des plus mauvaises : peu de temps après, le problème de la coopération régionale s'est reposé. On aurait pu l'aborder de manière beaucoup plus raisonnable. Les propositions nombreuses (van Brabant, Rosati, 1992), n'ont malheureusement pas été suivies par les politiciens.

6. C'est encore plus compliqué, puisque la transition s'accompagne d'un certain fléchissement du niveau de la consommation (entre autres à cause de la récession), mais en même temps d'un recul l'économie de pénurie : deux processus contradictoires quant à leur influence sur le niveau de vie, dont la résultante est quand même négative à court terme.

7. A la veille de la transition, ce risque inflationniste était important en Pologne et en Russie, plus réduit en Tchécoslovaquie et en Hongrie.

inflationniste (équilibre en flux). La demande globale baisse donc jusqu'à provoquer une sous-utilisation des capacités de production ;

– d'autre part, une partie de la diminution de la production est liée à l'élimination des productions à valeur ajoutée négative. Elle peut résulter du retrait des subventions qui les maintenaient. Si les ressources ainsi libérées sont utilisées à court terme pour d'autres usages plus efficaces, il s'agit alors d'un effet positif d'allocation et la baisse de production en un endroit est compensée par l'apparition d'une autre production (ou de son augmentation) ailleurs. Ceci est bien le but de la transition. Néanmoins, en raison de l'insuffisance des mécanismes d'allocation par le marché, l'effet d'allocation n'apparaît ni de lui-même, ni immédiatement. Un autre aspect de l'élimination des productions à valeur ajoutée négative est lié au degré et au niveau d'ouverture de l'économie à la concurrence étrangère, et à l'utilisation des prix mondiaux. Les entreprises qui, dans les conditions antérieures, étaient capables d'exporter de manière rentable, sont désormais obligées de réduire une production non compétitive qui ne trouve plus de débouchés à l'étranger. Ces entreprises créaient en fait une valeur ajoutée négative. Grâce à d'importantes subventions, et aux prix de l'énergie et aux matières premières, elles pouvaient vendre leur produit à l'étranger moins cher que la valeur des inputs nécessaires à la production (valorisés au prix du marché mondial) (McKinnon, 1991 ; Akerlof, Rose, Yellin, Hessinus, 1991). Il est donc compréhensible qu'une libéralisation poussée des prix et du commerce conduise à abandonner des productions jusque là rentables. Au niveau macro-économique et à long terme, cela est plus profitable que nuisible. Mais cette élimination a un coût à court terme.

Les quatre causes de la récession en économie post-socialiste sont par conséquent les suivantes :

– l'héritage de l'économie du socialisme réel, qui a graduellement perdu son élan pour atteindre la stagnation dans sa phase finale. On peut admettre – bien qu'il soit impossible de le démontrer – que si les pays d'Europe centrale et orientale n'étaient pas entrés dans la transition, ils seraient de toute façon plongés dans une récession, mais d'une nature, et surtout d'une intensité et d'une durée bien moindres ;

– les chocs extérieurs, dont certains eurent un caractère spécifique, car ils ne furent pas exogènes dans le sens plein de ce mot, mais – partiellement au moins – résultèrent de décisions de politique économique ;

– les effets de la sortie de l'économie de pénurie dans un contexte de stabilisation macro-économique ; en principe, toute stabilisation entraîne une diminution passagère du niveau de l'activité économique (Bruno, Di Tella, Dornbusch, Fischer, 1989) à cause du ralentissement de la demande ; celle-ci est plus inévitable encore lorsque l'objectif est non seulement la maîtrise de l'inflation, mais aussi la suppression de la pénurie et la mise en œuvre de prix de marché ;

– l'élimination des productions à valeur ajoutée négative par la limitation ou le retrait des subventions aux productions déficitaires, ainsi que par la libéralisation du commerce et l'ouverture de l'économie à la concurrence étrangère.

Il existe cependant une cinquième raison – la plus importante. C'est la politique économique, ou plus exactement les erreurs commises en raison d'un mauvais enchaînement temporel des décisions et du blocage de la stabilisation macro-économique (Kolodko, 1992a). S'il est vrai que les pays qui mènent une bonne politique économique se développent deux fois plus vite (Banque mondiale, 1992), on peut symétriquement avancer que les pays qui font une mauvaise politique économique s'enfoncent, eux, dans une récession deux fois plus grande que celle qui était objectivement inéluctable et qu'ils y restent plus longtemps que nécessaire.

Il n'est plus possible d'effacer les conséquences de politiques erronées. Il est en revanche possible et nécessaire de tirer des conclusions de cette expérience et, à partir de là, de réfléchir aux conditions de la croissance en économie post-socialiste.

Les anticipations et la réalité

Il existe un hiatus frappant entre les anticipations et la réalité quant au caractère et à la dynamique de la transition. Le plus souvent, on escomptait une récession superficielle et de courte durée, suivie d'un passage rapide à une phase de croissance dynamique. Plusieurs institutions ont commis cette erreur – dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international –, ainsi que de nombreux chercheurs et experts. D'où provient cette erreur d'appréciation ?

Cette fois-ci encore les raisons sont complexes. Il y a eu l'optimisme excessif des nouvelles élites et de leur bureaucratie gouvernementale. Les gouvernements (les parlements aussi) ont souvent formulé des prévisions faites de vœux pieux, dépourvues de réalisme. L'absence de professionnalisme, l'insuffisance d'imagination et de sens des responsabilités – tout cela a contribué à échafauder des objectifs irréalistes. On peut citer à cet égard la prévision pour la Pologne d'une chute de 3,1 % seulement du produit national et de 5 % de la production industrielle en 1990 ; l'espoir de voir entrer la Russie dans la phase d'embellie conjoncturelle dès la fin de 1992. Les dirigeants politiques ont souvent annoncé, par tactique, des objectifs quantitatifs sur lesquels ils avaient pour le moins des doutes. Une telle attitude est dans une certaine mesure explicable, même si elle demeure difficile à justifier. En effet, on peut comprendre qu'un gouvernement – même s'il est en mesure de le prévoir⁸ – ne veuille pas ou ne puisse pas

8. Des prémisses existaient pourtant dans certains cas (Pologne) de la possibilité d'un tel effondrement (Kolodko, 1989b, Laski, 1990.), mais ces avertissements ont été pris à la légère. Par la suite les politiciens ont parlé plutôt d'erreur de prévisions et non d'erreurs politiques, or c'est de cela qu'il s'agissait.

déclarer que sa politique va entraîner en deux ans une chute du revenu national de l'ordre de 20 %, une réduction de la production industrielle de 40 % et un taux de chômage à deux chiffres. Proclamer ce genre de programme économique causerait la chute des gouvernements avant même qu'ils ne la méritent.

Des analogies fallacieuses

Ces prévisions irréalistes proviennent également d'un diagnostic erroné quant aux réalités de l'économie post-socialiste. Aujourd'hui, cet état est infiniment mieux perçu et analysé qu'il y a deux ou trois ans. A l'époque, les estimations ont été formulées sur la base de concepts et d'hypothèses assez approximatifs. Il faut en particulier mentionner ici les simplifications telle qu'une comparaison de la situation de l'Europe centrale et orientale post-socialiste avec l'Europe de l'Ouest de l'après-guerre (OCDE, 1991, Wolf, 1992). L'espoir d'une croissance rapide s'est fondé ainsi sur une apparente analogie avec la reconstruction de cette période.

Une autre analogie – avec les économies en développement – a influencé l'attitude de la Banque mondiale et du FMI ainsi que de l'Administration américaine. On peut comprendre que, dans les documents officiels internationaux, ce groupe de pays passe de la catégorie « économie planifiée » en voie d'extinction à celle des pays européens en voie de développement. L'assimilation de leurs caractéristiques sociales et économiques à celles des pays « en développement » doit cependant éveiller des doutes, voire soulever des protestations. Dans une telle approche la spécificité des problèmes structurels et institutionnels que doit résoudre le monde post-socialiste se ramène à des différences quantitatives, tant pour les déformations de prix, que pour l'inadéquation au marché des institutions, notamment des structures financières. Ceci laisse de côté des différences qualitatives essentielles dont celles liées à la structure de la propriété. Diminuer le niveau de la propriété étatique de moitié ne pose pas les mêmes problèmes, si l'on part de 100 % que si l'on part de 60 %. Dans le deuxième cas, il existe déjà au départ une infrastructure institutionnelle, même si elle n'est pas assez développée. La société qui atteint en deux ans un niveau de chômage de 16 % en partant de zéro doit créer entièrement un système d'assurances sociales ; celle où le chômage double à partir d'un niveau de 8 %, dispose déjà d'un tel système. Les différences sont immenses pour ce qui est de la taille des entreprises et de la concentration de la production. Les pays socialistes étaient connus pour leurs grandes entreprises qui employaient des milliers de personnes. Dans ce domaine, la Russie dépassait les Etats-Unis, la Pologne – l'Allemagne, et la Tchéco-Slovaquie – l'Autriche. Les enjeux de la restructuration des capacités productives et leurs conséquences ne sont pas les mêmes qu'en Europe de l'Ouest après la guerre, qu'au Japon (Kiyono, 1992), ou qu'en Amérique du Sud ces dernières années.

Il existe d'autres différences qualitatives⁹. L'économie post-socialiste possède sa spécificité qu'il faut comprendre, avant de formuler des politiques économiques. Si ce n'est pas le cas – et le processus est déjà avancé en ce sens – une démarche erronée entraînera la « latinisation » de ces économies post-socialistes (Kolodko, 1990a). Les différences évoquées plus haut entre les pays post-socialistes et ceux en voie de développement iront en s'amenuisant, mais les problèmes à résoudre n'en deviendront pas plus simples. En résumé, cette approche analytique a eu une influence décisive sur la politique économique menée, y compris sur ses résultats qui devaient à une brève échéance se traduire par une croissance économique stimulée par une libéralisation économique rapide et profonde¹⁰.

Des insuffisances méthodologiques

La troisième cause d'espoirs fallacieux réside dans l'approche méthodologique. Plusieurs études, surtout économétriques, ont été basées sur des hypothèses douteuses. A titre d'exemple, Borensztein et Montiel (1991) concluent que près de 75 % des dépenses d'investissement réalisées en économie planifiée étaient sans efficacité.

Ceci est absurde, bien qu'il soit évident que ce même niveau d'investissement réalisé dans les conditions d'allocation du marché serait d'une efficacité plus grande¹¹. La différence d'efficacité des investissements liée au type de système économique est difficile, sinon impossible à mesurer (Kolodko, 1991). Plus le gaspillage était élevé dans le passé (Flemming, 1992, admet qu'il atteignait 25 %), plus le rythme de croissance devrait être fort dans l'avenir. L'erreur réside dans le fait que les conditions dont dépendent la mise en œuvre réelle des facteurs d'efficacité et de croissance ont été mal appréciées. Celles-ci sont telles que le passage à la phase de croissance s'avère beaucoup plus long que prévu. Cette croissance n'arrive ni rapidement, ni spontanément. Au cours de la phase de transition, l'élimination de l'inefficacité propre à l'économie planifiée ne fait que modifier la nature de cette inertie. Ce n'est qu'à plus longue échéance que cette inefficacité disparaîtra et il ne faut pas chercher à brûler les étapes. Or,

9. Parfois ces différences apparaissent de manière inattendue. Dans les pays en développement le rapport des salaires de la haute administration au PNB/tête peut atteindre 130 au Nigéria (aux Etats-Unis 8 : 1 ; Abernethy, 1988), ce qui provoque un passage de cadres instruits du secteur privé vers l'administration. Dans les pays post-socialistes c'est l'inverse. Les écarts de revenus sont tels que les spécialistes de l'administration sont aspirés par le secteur privé, avec toutes les conséquences négatives pour l'efficacité du fonctionnement de la vie publique, et à plus long terme, de la croissance économique. D'un autre côté, cela peut favoriser le développement du secteur privé et agir favorablement sur la croissance. Il est difficile de préjuger de la résultante de ces tendances contradictoires à court terme.

10. Il me semble que ce point de vue domine la pensée économique occidentale (Dornbusch, 1991), bien qu'on rencontre aussi des critiques (Pegatienan, 1991) démontrant la spécificité des contraintes politiques, institutionnelles et structurelles qui nécessitent parfois d'autres modes d'action.

11. Dans le nouveau système, on devrait avoir une meilleure allocation des ressources au profit du secteur exportateur, en laissant investir principalement les sociétés étrangères et les entreprises utilisant les capitaux importés là où cela est justifié économiquement (Flemming, 1992). Conception contestable, car sur quoi reposent les arguments en faveur d'une telle répartition de tâches entre les capitaux nationaux et étrangers ? Dans certaines situations, les premiers peuvent se révéler plus compétitifs pour les investissements intérieurs.

celles-ci l'ont été, entre autres, du fait de la croyance naïve dans une privatisation rapide des économies post-socialistes et de son influence dynamique sur la sphère réelle. Ces hypothèses ne se sont pas vérifiées que ce soit pour le rythme ou l'étendue des privatisations. Toutefois, dernièrement, un peu de scepticisme ou de rationalité est venu tempérer les ardeurs ¹².

Une surestimation de l'efficacité de l'aide internationale

La quatrième raison de cet optimisme excessif appelle un bref commentaire. Il s'agit là de l'espérance souvent naïve quant au volume de l'aide économique étrangère et de son influence salvatrice sur la production des économies post-socialistes. Cette foi naïve ne consistait pas tant en des attentes injustifiées quant à la valeur absolue de cette aide ¹³ (sous toutes ses formes), qu'en des illusions sur la capacité d'absorption de ces crédits par les économies et sur l'efficacité de cette aide (Palmer, 1992). De nombreux auteurs se réfèrent au fait que, jusqu'à la mi-1992, l'aide occidentale en faveur des pays post-socialistes européens (sans l'ancienne Union soviétique) avait déjà dépassé celle accordée (dans des conditions comparables) par les Etats-Unis à l'Europe de l'Ouest après la II^e Guerre mondiale dans le cadre du Plan Marshall (Eichengreen et Uzan, 1992 ; Summers, 1992). Or les résultats sont médiocres et il n'est pas possible de le comprendre sans étudier en détail les mécanismes d'allocation des capitaux et ceux de la politique pratiquée par les pays concernés.

Des prévisions irréalistes

Et enfin, cinquième source d'erreurs quant à l'avenir : la volonté délibérée de manipuler l'opinion publique. Versatile et souvent crédule, celle-ci est confrontée à une éclosion de charlatanisme économique, à l'annonce de perspectives tout à fait irréalistes : il est difficile de qualifier autrement des promesses d'inflation à un chiffre un mois après la mise en œuvre de programme de stabilisation, ou de croissance économique six mois après. Les motifs de tels mensonges sont multiples, en général ils sont de caractère idéologique ou politique, ce qui est compréhensible ; le problème est que ce genre de démagogie ne reste pas sans effets sur les choix politiques réels.

12. A titre d'exemple, *The Economist* de Londres constate que « même dans le cas où la vente massive (des moyens de production) serait un succès, les profits n'en seront pas visibles avant de longs mois, des années, peut-être. Sans aucun doute, les premiers résultats de la privatisation de masse seront les faillites, les fermetures d'usines et une augmentation du chômage. C'est une opinion juste, mais tout à fait nouvelle et plutôt tardive dans cette revue. Auparavant, on suggérait qu'une privatisation rapide serait la panacée apportant quasi immédiatement des bénéfices à l'économie, y compris pour la croissance de la production.

13. En Pologne, le « Plan Trzeciakowski » a fait beaucoup parler de lui au cours de l'été 1989. Il supposait une arrivée en trois ans de 10 milliards de dollars, incluant la réduction de la dette extérieure. A l'époque, ces propositions n'ont pas été prises au sérieux – en Pologne pas plus qu'à l'étranger. Trois années se sont écoulées, l'aide a été plus importante, mais ses résultats incomparablement moindres que ceux attendus et annoncés.

Il convient cependant de rappeler que certaines attentes étaient justifiées. Notamment, on pouvait et on devait escompter des effets plus positifs de certains changements institutionnels (de la déréglementation et du développement de la concurrence, la libéralisation générale et les réformes financières) et des politiques de stabilisation macro-économique. La déception enregistrée dans ce domaine résulte d'un mauvais étalement dans le temps des changements institutionnels et de la faillite de la politique de stabilisation (dans certains pays de la région), (Kolodko, 1992a, Nuti, 1992, Poznanski, 1992).

Avec une politique économique mieux orientée, les résultats auraient été meilleurs. C'est dans cette perspective qu'il faut étudier les prévisions du Fonds monétaire international formulées en concertation avec les gouvernements concernés au printemps 1991, bien qu'elles aussi aient été entâchées de certaines des déviations déjà évoquées (tableau 5). Le FMI a ensuite révisé à la baisse ses prévisions en matière de croissance économique, comme l'on fait la Banque mondiale, l'OCDE et la CEE.

Mais avant d'en arriver là, le Fonds monétaire international avait prévu une diminution du PIB dans les six pays d'Europe centrale et orientale pour 1991 de 1,5 % seulement, puis son accroissement en 1992 de 2,8 % (tableau 5) ;

TABLEAU 5

Prévisions du FMI pour l'Europe orientale et l'URSS

	<i>Taux de croissance annuels</i>					
	1988	1989	1990	1991	1992	1993-1996
Europe orientale ^a et URSS						
- PIB réel	4,3	1,9	- 3,8	- 4,1	- 2,1	1,2
- Indice des prix à la consommation	11,1	30,9	34,1	45,6	18,2	-
- Déficit budgétaire ^b	- 8,0	- 6,7	- 6,5	- 4,2	-	-
Europe orientale						
- PIB réel	1,2	- 0,9	- 8,6	- 1,5	2,8	4,4
- Indice des prix à la consommation	44,3	139,0	149,7	78,0	13,3	-
- Déficit budgétaire ^b	- 0,2	- 0,1	- 1,8	- 0,6	-	-
Balance des paiements courants ^{c,d}	6,7	3,0	- 1,3	- 10,0	- 11,2	-
y compris : devises convertibles	2,7	0,7	- 2,8	-	-	-
Service de la dette						
(en % des exportations) ^d	19,2	18,5	14,9	18,5	16,8	-
y compris devises convertibles	34,7	29,2	18,1	-	-	-
Dette extérieure ^{c,d,e}	97,9	98,4	105,0	110,2	118,3	-

a : Bulgarie, Tchéco-Slovaquie, Yougoslavie, Pologne, Roumanie, Hongrie.

b : en % du PIB nominal.

c : en milliards de \$.

d : y compris les devises non-convertibles.

e : sans la dette auprès du FMI.

Source : « World Economic Outlook », FMI, Washington, 1991.

Borensztein et Montiel (1991) pronostiquaient pour la Pologne et la Hongrie une croissance de 6 à 7 %, pour la Tchéco-Slovaquie de 3,25 % en moyenne annuelle sur les années 1991-1995. Sensiblement à la même époque, la Banque mondiale, en utilisant d'autres méthodes de prévision (Summers, 1992), s'attendait elle aussi à une entrée plus rapide dans la phase de croissance et à son accélération dans la deuxième moitié de la décennie. Selon ces prévisions, le PIB devait croître en Pologne de 6 % en 1992, après 2 % en 1991. En réalité, il a chuté en 1991 de près de 8 % et il convient de s'attendre à une nouvelle diminution d'environ 4 % en 1992. Mais il y a eu pire : l'annonce d'une croissance du PIB polonais de près de 14 % au cours des années 1991 et 1992 (Gomulka, 1990), alors qu'en réalité il s'est effondré d'autant au cours cette période.

Il est tentant de regarder à quoi mènerait la réalisation de certains scénarios de développement évoqués plus haut. C'est utile pour apprécier la distance qui sépare – et continuera de séparer – les pays d'Europe centrale et orientale des sociétés développées capitalistes (Kolodko, 1990b, Summers, 1992) (tableau 6).

TABLEAU 6

Scénarios d'évolution du produit national brut, 1991-2000

	PNB/habitant en \$ 1990		Evolution du PNB/habitant (prix 1990), d'après les prévisions de croissance de la Banque mondiale pour 1991-2000										
	1	2		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Bulgarie	2 530		1	2 328	2 323	2 376	2 433	2 491	2 552	2 613	2 675	2 740	2 805
		5 430	2	4 996	4 985	5 100	5 223	5 348	5 476	5 608	5 742	5 880	6 021
Hongrie	3 028		1	2 937	2 981	3 074	3 181	3 302	3 441	3 592	3 754	3 923	4 099
		5 920	2	5 742	5 828	6 009	6 219	6 456	6 727	7 023	7 339	7 669	8 014
Pologne	1 630		1	1 663	1 762	1 868	1 961	2 060	2 162	2 270	2 384	2 503	2 629
		3 910	2	3 988	4 227	4 481	4 705	4 940	5 187	5 447	5 719	6 005	6 305
Roumanie	1 530		1	1 469	1 497	1 534	1 580	1 627	1 676	1 743	1 813	1 895	1 980
		2 950	2	2 832	2 886	2 958	3 047	3 138	3 232	3 361	3 496	3 653	3 818
Tchéco-Slovaquie	2 978		1	2 686	2 557	2 588	2 676	2 783	2 902	3 045	3 194	3 350	3 518
		7 940	2	7 161	6 818	6 900	7 134	7 420	7 739	8 118	8 516	8 933	9 380
Yougoslavie	2 460		1	2 374	2 381	2 398	2 424	2 455	2 492	2 537	2 590	2 655	2 732
		5 140	2	4 960	4 975	5 010	5 065	5 131	5 208	5 301	5 412	5 548	5 709
Etats-Unis	21 098			-	-	-	-	-	-	-	-	-	27 007
France	18 265			-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 381
RFA	21 298			-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 623
Royaume-Uni	14 844			-	-	-	-	-	-	-	-	-	19 002

1 : D'après les taux de change de la Banque mondiale.

2 : D'après les parités de pouvoir d'achat de PlanEcon.

Source : pour 1991-2000, calculs de l'auteur. Pour la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni les calculs reposent sur l'hypothèse d'une moyenne annuelle de 2,5 % ; pour la RFA, l'hypothèse est de 3 %.

Ces prévisions sont intéressantes car elles prévoyaient pour les années 1991-2000 un rythme bien plus rapide (moyenne non pondérée) pour les trois pays septentrionaux de la région (Hongrie, Pologne, Tchéco-Slovaquie : 2,2 % de moyenne annuelle), que pour les pays méridionaux moins développés au départ, (Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie), dont le PIB devait croître seulement au taux annuel moyen de 0,6 %. Pour certains, le rythme de croissance économique devrait favoriser le rattrapage de la différence de niveaux économiques entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest ; pour les autres, se poursuit la différenciation de niveaux à l'intérieur même des pays post-socialistes européens (tableau 6). Ce dernier point de vue semble malheureusement plus réaliste. La conclusion qui s'impose devrait être une aversion pour l'élaboration de prévisions pour les économies post-socialistes. Mieux vaut examiner de près les questions de la stabilisation macro-économique et ses conséquences sur la sphère réelle.

La stabilisation macro-économique

Il est généralement admis qu'après l'effondrement de la production qui accompagne la transition, le passage à la croissance économique devrait être précédé de la stabilisation macro-économique. Elle est une composante essentielle du processus même de transformation du plan vers le marché. Comment faut-il comprendre le concept même de stabilisation et quels sont ses traits caractéristiques en économie post-socialiste ? (Calvo, Coricelli, 1992 ; Kolodko, 1992b).

Objectifs et conditions de la stabilisation

Dans un sens étroit, la stabilisation est une réduction de l'inflation à un niveau faible¹⁴, sa maîtrise par les autorités monétaires, et en même temps, une consolidation des mécanismes de formation des prix en économie de marché. La stabilisation en économie post-socialiste se différencie des stabilisations classiques latino-américaines, car il s'agit aussi d'éliminer durablement le phénomène de pénurie. Ainsi la stabilisation doit-elle être liée à des changements institutionnels (Kornai, 1990 ; Edwards, 1992). Autrement dit, elle signifie la maîtrise du syndrome de « *shortageflation* », caractéristique structurelle inhérente aux économies planifiées réformées (Kolodko, 1992c).

Dans un sens plus large, la stabilisation suppose un système macro-économique dynamique caractérisé par un équilibre des flux et des ressources.

14. Une telle définition manque de précision. En Nouvelle-Zélande, par exemple, l'objectif était une inflation ne dépassant pas 2 % par an (ce qui a été atteint dès 1991). Dans la plupart des pays post-socialistes, ce but se ramène souvent à une inflation annuelle à un chiffre, ou bien à un indice de croissance des prix inférieur à 1 % mensuel.

Dornbusch et Fischer (1990) voient dans la stabilisation plus un processus économique qu'un état, caractérisé par l'absence de fluctuations excessives de l'emploi et par une inflation faible. Mais la stabilisation renvoie aussi à des éléments institutionnels et structurels, tels qu'un système de fiscalité rigoureux, un taux de change compétitif, mais aussi des marchés financiers solides et une déréglementation (Dornbusch, 1991).

Dans cette acception plus large, il s'agit de créer des conditions politiques, institutionnelles et structurelles où, non seulement le mécanisme des prix agit de façon fluide, avec une croissance de l'inflation la plus faible possible, mais où la pleine utilisation des capacités de production et le plein-emploi sont aussi garantis (plein-emploi voulant dire ici un écart minimal par rapport au taux de chômage naturel, et non la politique de plein-emploi typique des économies socialistes planifiées).

Néanmoins, une telle définition de la stabilisation n'intègre pas la croissance économique : une stabilisation sans croissance est possible, mais une croissance dans un environnement déstabilisé l'est aussi. Or le problème est de garantir la croissance dans un contexte de politique de stabilisation.

Afin d'être durable, la stabilisation macro-économique devrait être caractérisée par les cinq traits suivants :

- il n'est pas possible d'atteindre et de maintenir la stabilisation économique dans un environnement de stagnation, voire de récession ; le développement économique est nécessaire pour dégager des excédents budgétaires et commerciaux et garantir un niveau approprié d'emploi ;
- le taux de chômage doit être aussi faible que possible ;
- le taux d'inflation doit être ramené de manière durable à un niveau qui ne provoque pas une redistribution des patrimoines et des revenus inacceptable pour la société et ne contrarie pas la croissance ; ceci doit s'accompagner de la maîtrise des anticipations inflationnistes et des causes structurelles de l'inflation ;
- le budget de l'Etat doit être équilibré, voire en excédent ; compte tenu des déficits budgétaires qui précèdent la phase de stabilisation, cet excédent devrait garantir le maintien de la dette publique interne à un niveau tel qu'elle puisse être financée sans engendrer de tensions inflationnistes ; l'un des critères de convergence exigé pour les pays de la CEE par le traité de Maastricht – dette publique inférieure à 60 % du PIB – peut être pris comme référence ¹⁵ ;
- le solde du compte courant doit permettre de servir la dette extérieure et même offrir la possibilité de la réduire, voire de l'éliminer à un horizon déterminé (10 ou 25 ans par exemple) ¹⁶ ; la marge de manœuvre doit être estimée là aussi par rapport au PIB.

15. On estime la dette publique en Pologne en 1992 à un peu plus de 900 milliards de zlotys (environ 64 milliards de \$), ce qui correspond à 69 % du PNB. Dans d'autres économies post-socialistes elle est de moindre importance. Néanmoins, le problème réside dans la tendance de plus en plus forte à la croissance de cette dette.

16. Bien entendu, il est possible de demeurer raisonnablement endetté pendant des générations. Il n'existe cependant pas d'exemples positifs dans ce domaine et, dans le cas des pays post-socialistes – à l'exception de la Roumanie –, la nécessité d'une réduction significative dans le futur est évidente. En effet, cette dette est par elle-même un facteur déstabilisant.

En outre, le taux de change devrait être stable, ce qui ne veut pas dire fixe (Classen, 1991). Il exprime la stabilité des objectifs décrits ci-dessus et conditionne les progrès à faire pour y parvenir. Si ces conditions sont respectées, il devrait contribuer aussi à la réalisation de la stabilisation macro-économique.

Le pentagone de la stabilisation

Ces critères peuvent être présentés de manière synthétique¹⁷ sous la forme d'un pentagone de stabilisation macro-économique (PSM). Les sommets de ce pentagone correspondent aux paramètres ci-dessus mesurés selon une échelle adéquate. On suppose l'absence de pénurie. S'il n'en est pas ainsi – et c'est le cas dans les économies post-soviétiques ou dans la zone méridionale des pays post-socialistes d'Europe – il faut, sur l'axe correspondant du pentagone, prendre en compte le taux d'inflation réprimée à la place du taux d'inflation¹⁸.

L'inflation par les prix, mesurée le plus souvent par l'indice de prix à la consommation, est exprimée en échelle logarithmique, non seulement pour la commodité de la présentation (la variation du taux d'inflation dans la période étudiée va de 10 % à presque 600 %), mais aussi pour illustrer l'hypothèse que le progrès obtenu en diminuant le taux d'inflation de 600 % à 60 % est comparable à sa réduction de 60 % à 6 %.

Nous supposons aussi qu'il n'existe pas d'excédents des capacités de production ni de stocks invendus. Qui plus est, le pentagone ne donne pas directement d'informations sur la formation du taux de change et son degré de stabilité. Toutefois la variabilité du taux de change est fonction de la forme et de la surface du pentagone.

Les sommets du pentagone de la stabilisation macro-économique (PSM) sont gradués de telle manière que, plus la situation s'améliore dans un domaine, plus le point de référence est éloigné du centre. On a donc parfois des échelles croissantes débutant par des valeurs négatives (il en est ainsi, par exemple, pour le solde du compte des échanges courants, pour le budget de l'Etat ou pour la croissance réelle mesurée par le taux de variation du PIB), ou une échelle décroissante qui tend vers zéro (pour les taux de chômage et d'inflation)¹⁹. Vu la non additivité des cinq critères, l'interprétation de l'information contenue dans le pentagone est claire – plus la surface du PSM est grande, plus favorable est la situation de la stabilisation macro-économique. Un pentagone de stabilisation proche de l'idéal est présenté au graphique 1.

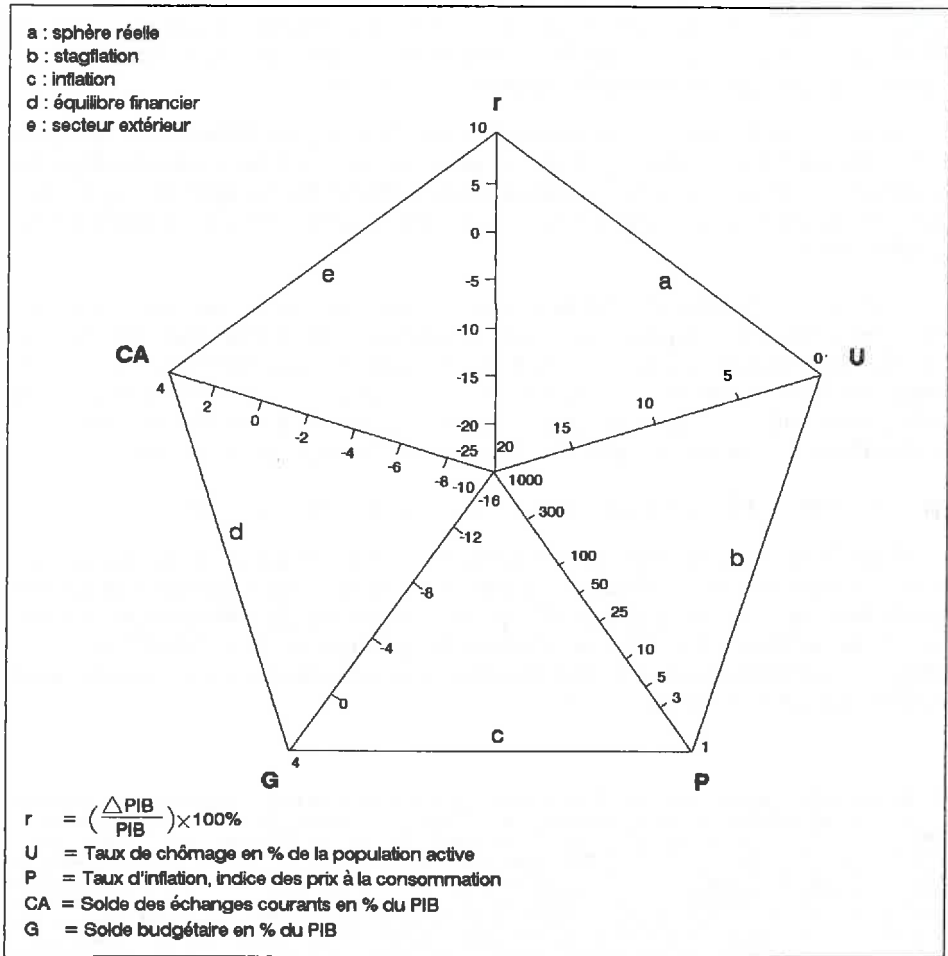
17. Des tentatives de comparaison de la situation économique ont été faites pour des études de conjoncture (Marczewski, Zagodzinska, 1990), ou de tendances économiques à long terme (*Economist*, 1991).

18. Bien que son calcul correct suscite encore des problèmes méthodologiques (Nutti, 1986 ; Kolodko, McMahon, 1987).

19. On suppose qu'il n'est pas réaliste de voir apparaître dans une période de stabilisation post-socialiste une désinflation et une baisse du niveau général des prix. Un manque de main-d'œuvre n'est pas possible non plus. Il se peut, qu'au lieu de faire l'hypothèse d'un chômage nul, il faille supposer arbitrairement un taux naturel souhaitable de chômage, mais, pour simplifier, on entend par taux nul de chômage un état qui correspond en principe à une valeur justifiée économiquement de chômage naturel.

GRAPHIQUE 1

Le pentagone de la stabilisation macroéconomique



Source : Calculs de l'auteur

Ce pentagone est composé de cinq triangles. La surface (a) du premier d'entre eux – qu'il est possible d'appeler triangle de la sphère réelle – est délimitée par les paramètres correspondant au rythme de la variation du PNB et du taux de chômage. La surface du triangle b, appelé triangle de la stagflation (ou slumpflation), est fonction de la variation du taux de chômage et du taux

d'inflation. La surface du triangle c – appelons le triangle du budget et de l'inflation – dépend de la dynamique de l'inflation et du solde du budget de l'Etat. Celle du quatrième triangle, d – qu'on peut définir comme le triangle de l'équilibre financier – dépend du solde du budget de l'Etat et de l'état de la balance des paiements courants. Enfin le cinquième triangle, e – le triangle du secteur extérieur – voit sa surface délimitée par la variation du solde des échanges et par la dynamique du produit global. L'augmentation de la surface du PSM reflète une amélioration de la situation économique et inversement, sa diminution une détérioration de l'état de l'économie.

La réalité de l'économie post-socialiste est de loin plus défavorable que celle présentée sur l'hypothétique pentagone de la stabilisation macro-économique du graphique 1. Pour comparer la réalité à cette image symbolique de l'état quasi optimal, la situation des cinq pays post-socialistes européens est présentée sur les graphiques 2 à 6²⁰.

Bien sûr, le concept de stabilité, tout comme son antinomie, est relatif. En effet, nous pouvons toujours parler soit du processus de stabilisation progressive, soit de déstabilisation. En se servant de la méthodologie proposée ici, c'est la variation dans le temps de la forme et – du fait de la non additivité des cinq indicateurs utilisés – de la surface du pentagone qui indiquent les tendances de la stabilisation. La surface globale du PSM est définie par la formule :

$$[(r \times U) + (U \times P) + (P \times G) + (G \times CA) + (CA \times r)] \times k^{21} \quad (1).$$

Il est facile de constater que les progrès dans le domaine de la stabilisation sont médiocres et même douteux. A titre d'exemple, pour l'économie polonaise (graphique 4) – si l'on met à part le premier trimestre de 1990 marqué par une très forte inflation et la mise en place de la politique de la stabilisation²² – le progrès dans le domaine de la stabilisation macro-économique au cours des deux années suivantes a été médiocre.

20. Les sources ne sont pas homogènes. Pour la Bulgarie et la Roumanie, ce sont principalement des données du Fonds monétaire international ; pour l'estimation de l'inflation en Roumanie, les indices point-à-point ont été calculés en se basant sur les renseignements obtenus auprès de PlanEcon (PlanEcon Report, 1992). Pour la Pologne, les données proviennent de l'Office central des statistiques. Dans le cas de la Tchéco-Slovaquie, les informations ont été obtenues au ministère de l'Economie, tandis que pour la Hongrie la source est l'Economic Research Institute de Budapest. Certains indices, surtout ceux de l'année 1991, ne sont que des estimations. Plusieurs d'entre eux éveillent de sérieux doutes méthodologiques (Berg, 1992), ils ne sont donc pas tous pleinement crédibles. Quant aux prévisions pour 1992, pour la plupart, elles proviennent des mêmes sources que les indices utilisés. Si les prévisions sont données sous forme d'intervalle, c'est la moyenne arithmétique qui a été utilisée. Pour ces raisons, il faut appréhender les résultats présentés avec circonspection car ils exigeront une vérification dans l'avenir.

21. Où la valeur du coefficient k est :

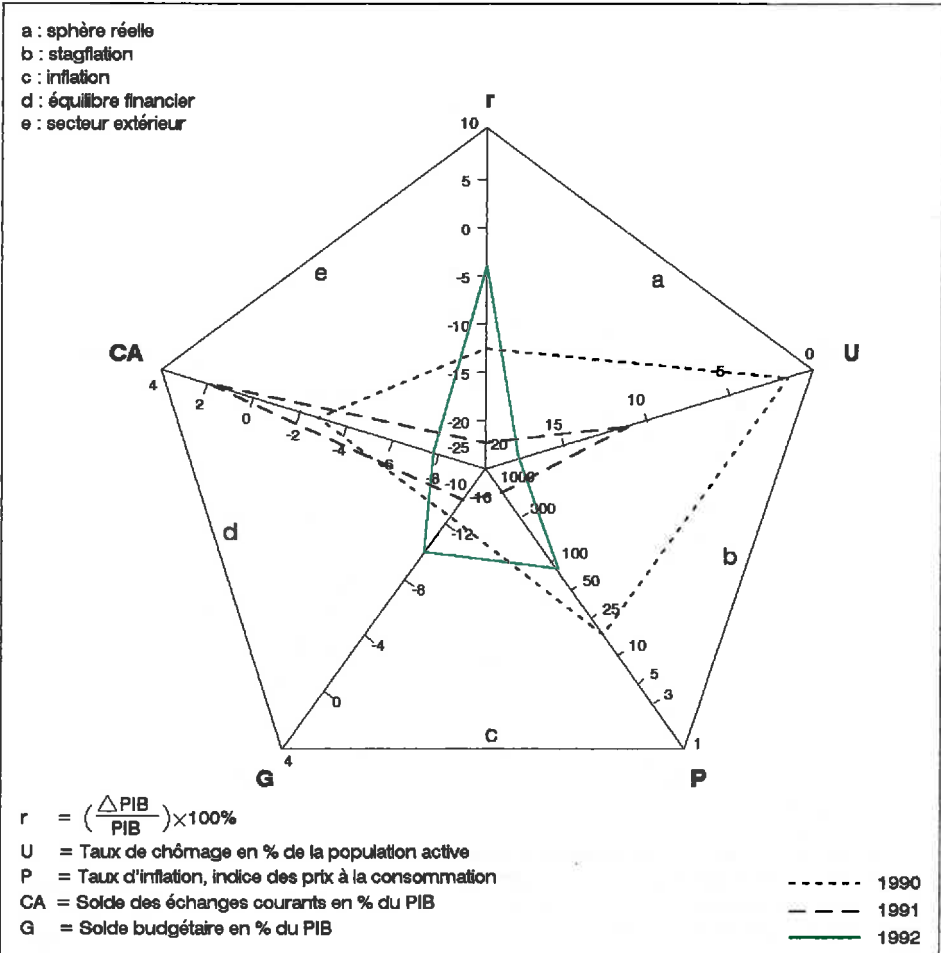
$$k = 1/2 \sin 72^\circ \quad (2).$$

Ainsi, k est un coefficient constant de 0,475 – la moitié du sinus de l'angle du sommet central de chaque triangle. Par définition, cet angle est de 72 degrés, c'est-à-dire le cinquième de l'angle plein.

22. Il s'agit du fait que l'augmentation des prix de plus de 140 % induite par la politique économique au premier trimestre de 1990 comparée à leur niveau moyen en décembre 1989 déforme terriblement – par la moyenne statistique de l'indice des prix – l'image de l'inflation. Sur l'année, elle a été de 250 % environ, et après le premier trimestre, l'indice des prix à la consommation est retombé à (annuellement) 72 %. Pratiquement, en 1991 il n'a pas quitté ce plafond, l'inflation a aussi été de plus de 70 %. En 1992 la situation ne s'est pas améliorée de beaucoup.

GRAPHIQUE 2

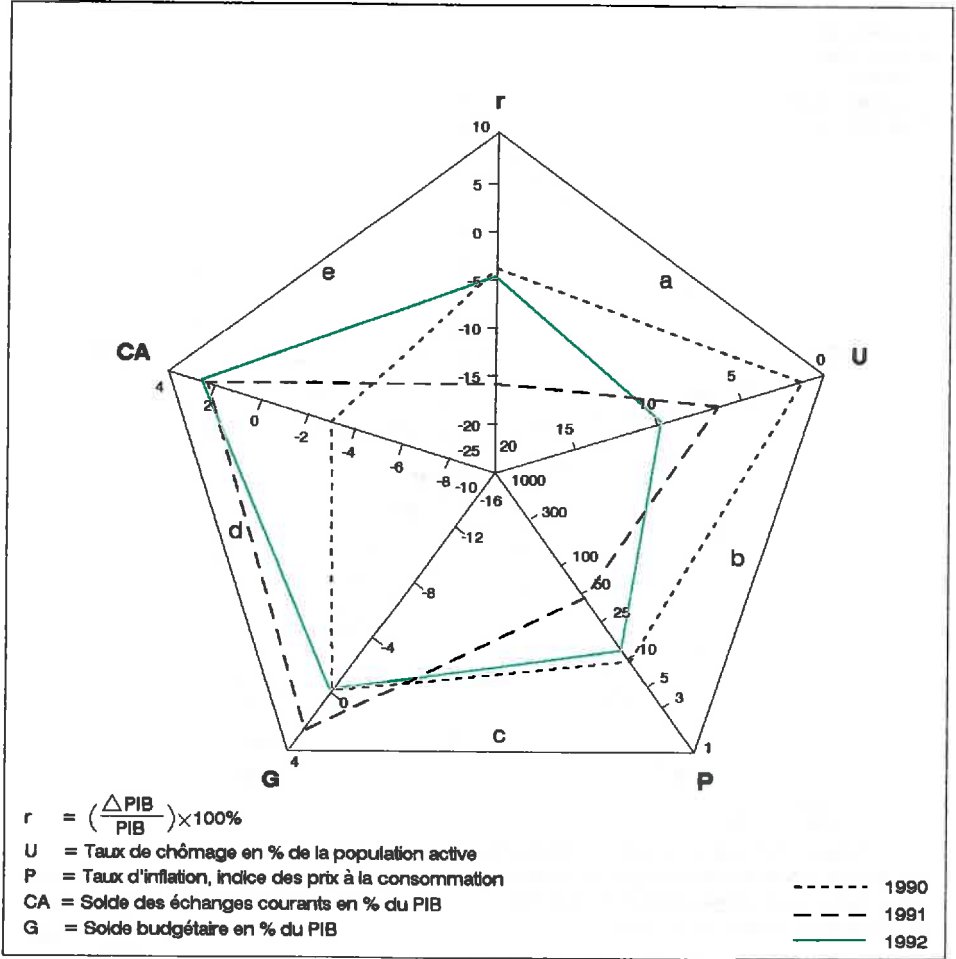
Le pentagone de la stabilisation macroéconomique : Bulgarie



Source : Calculs de l'auteur

GRAPHIQUE 3

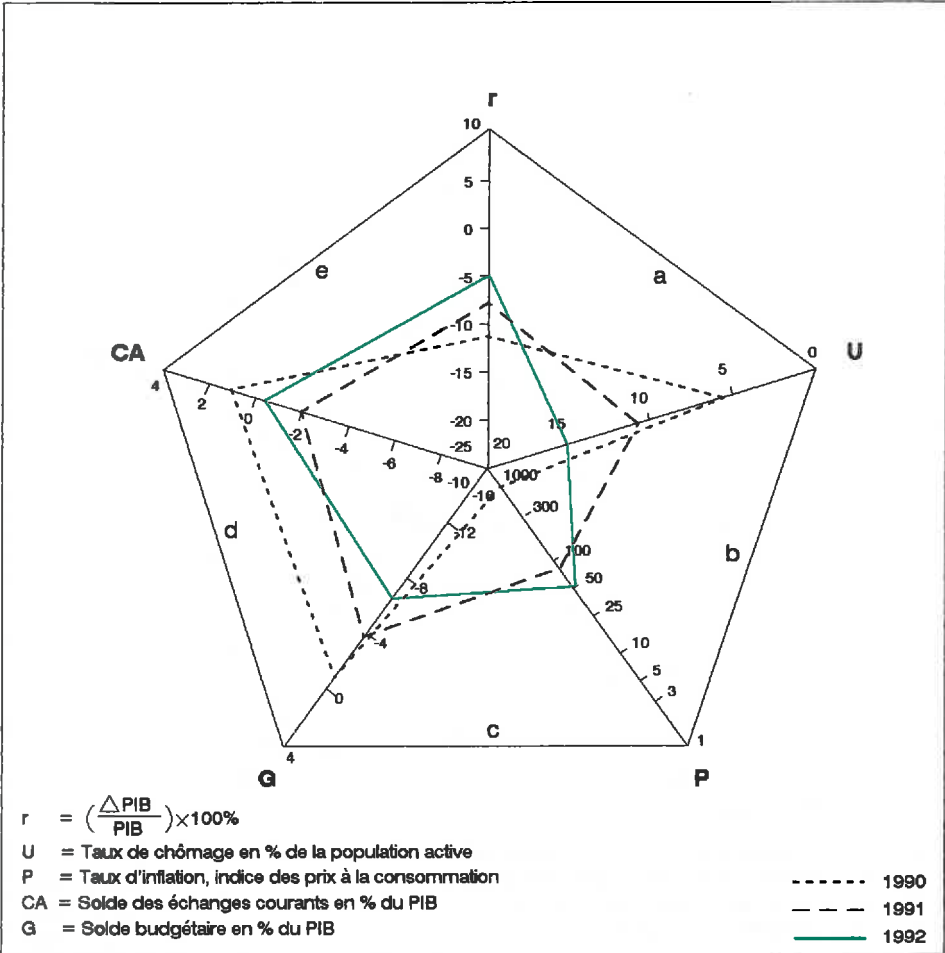
**Le pentagone de la stabilisation macroéconomique :
Tchéco-Slovaquie**



Source : Calculs de l'auteur

GRAPHIQUE 4

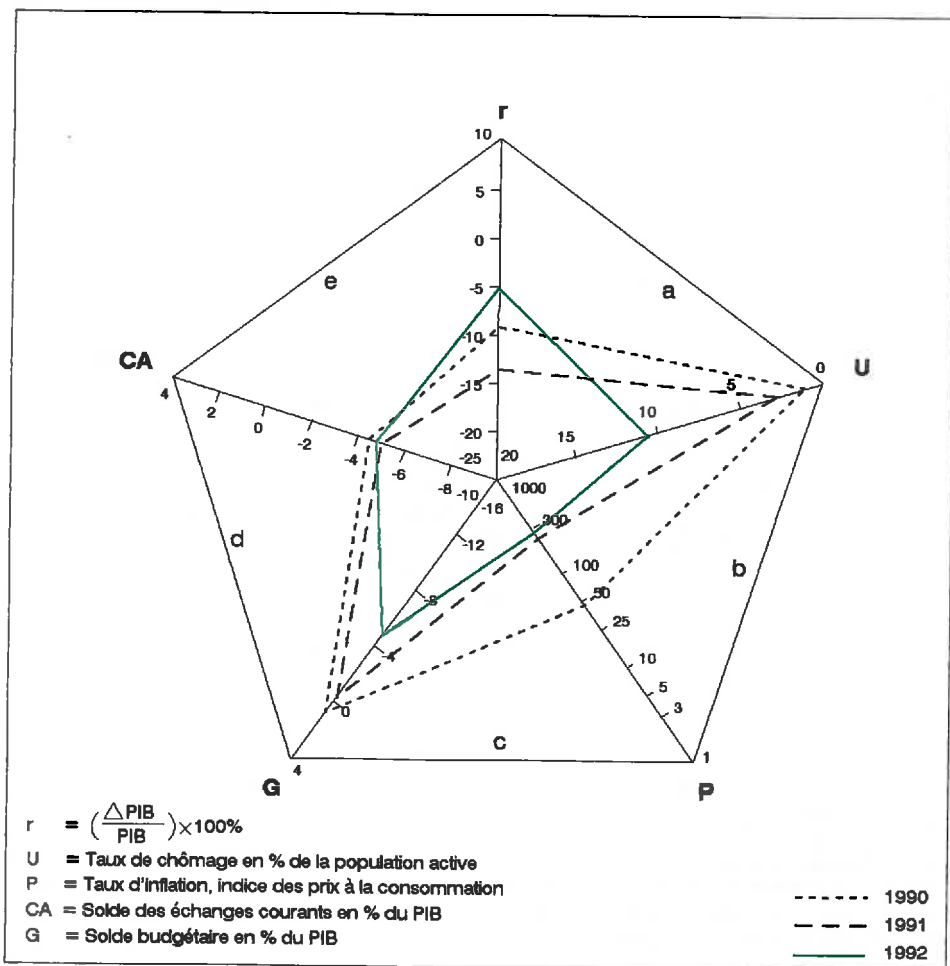
Le pentagone de la stabilisation macroéconomique : Pologne



Source : Calculs de l'auteur

GRAPHIQUE 5

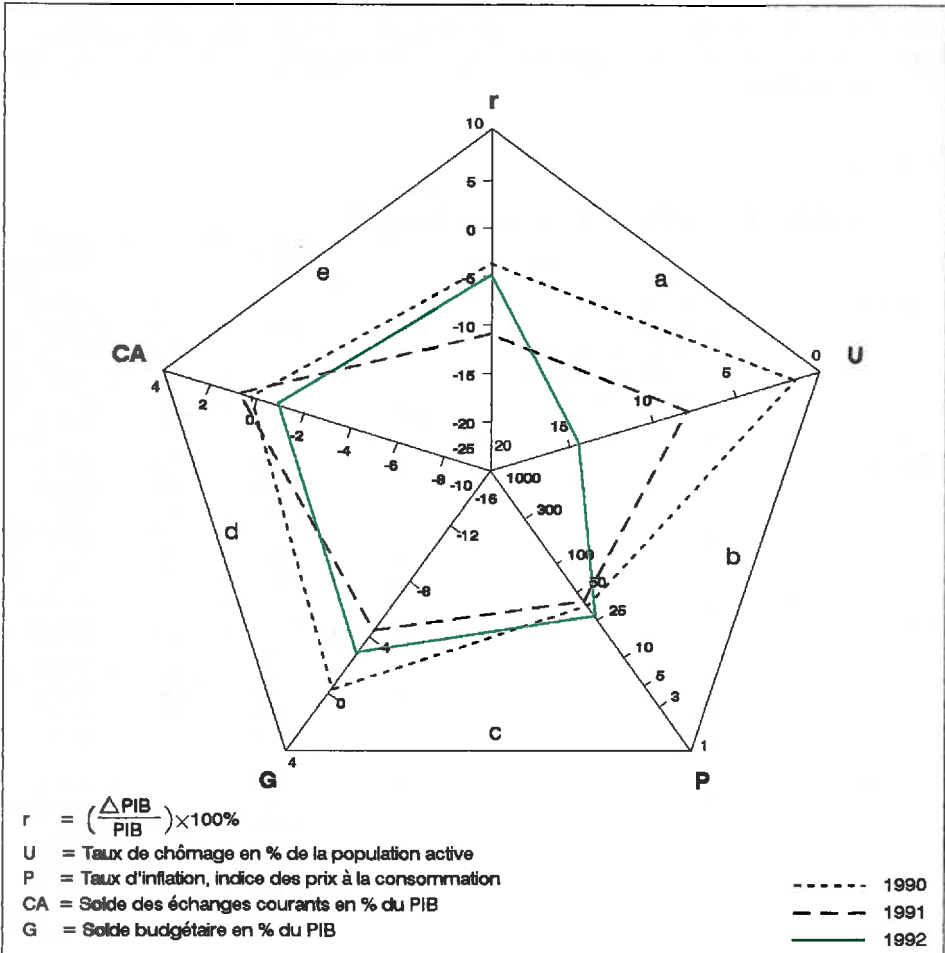
Le pentagone de la stabilisation macroéconomique : Roumanie



Source : Calculs de l'auteur

GRAPHIQUE 6

Le pentagone de la stabilisation macroéconomique : Hongrie



Source : Calculs de l'auteur

Il en est de même dans les autres pays post-socialistes, même si la situation est relativement meilleure en Tchéco-Slovaquie (graphique 2) et en Hongrie (graphique 5). Il faut ajouter que dans certaines économies post-socialistes, surtout dans l'ex-URSS, la déstabilisation poursuit son cours. Malheureusement, le manque de données ne permet pas une illustration par la méthode du PSM.

Le progrès (ou son absence) par rapport à la stabilisation au sens large peut donc être mesuré de manière quantitative. Le point de référence est le pentagone modèle de la stabilisation macro-économique (graphique 1). L'évolution des différentes économies, illustrée par les graphiques 2 -6, peut être quantifiée selon la formule (1). Les coefficients, calculés de cette manière – appelés psm – et leur décomposition selon les triangles a, b, c, d et e, sont présentés au tableau 7.

TABLEAU 7

Les indicateurs de stabilisation macro-économique

	Indicateurs	1990	1991	1992
Bulgarie	Sphère réelle a	0,072	0,005	0,012
	Stagflation b	0,109	0,006	0,007
	Budget et inflation c	0,019	0,001	0,022
	Equilibre financier d	0,017	0,009	0,011
	Secteur extérieur e	0,039	0,010	0,021
	psm *	0,255	0,032	0,073
Hongrie	a	0,114	0,048	0,034
	b	0,094	0,058	0,032
	c	0,083	0,056	0,073
	d	0,120	0,089	0,085
	e	0,092	0,062	0,071
	psm	0,503	0,312	0,296
Pologne	a	0,053	0,043	0,029
	b	0,011	0,033	0,022
	c	0,013	0,047	0,046
	d	0,129	0,071	0,071
	e	0,060	0,059	0,079
	psm	0,266	0,253	0,247
Roumanie	a	0,090	0,059	0,049
	b	0,088	0,037	0,017
	c	0,080	0,035	0,022
	d	0,069	0,060	0,043
	e	0,038	0,026	0,045
	psm	0,365	0,217	0,176
Tchéco-Slovaquie	a	0,113	0,035	0,057
	b	0,127	0,060	0,064
	c	0,108	0,080	0,102
	d	0,082	0,164	0,149
	e	0,061	0,048	0,106
	psm	0,491	0,386	0,478

* PSM : pentagone de la stabilisation macro-économique.

Des effets en retour se produisent entre les grandeurs illustrées par les sommets du pentagone de la stabilisation macro-économique. Notamment, la croissance économique est influencée par les autres phénomènes. La politique économique a toujours aussi une forte influence sur le caractère de cette croissance, encore plus déterminante en économie post-socialiste. Quelles sont ses contraintes et ses implications ?

Le rôle de la politique économique

Le domaine d'action de la politique économique de l'Etat a toujours été objet de discussions théoriques et pratiques encore plus vives dans les périodes de changement. En simplifiant, le débat et les divergences portent d'une part sur la façon de transformer l'économie, ses institutions et sa structure, soit à travers une thérapie de choc, soit de manière progressive ; d'autre part, sur le rôle de l'Etat dans ce processus (OCDE, 1991 ; Drogi, 1992 ; Lipowski, Kulig, 1992).

Il semblerait que l'approche néolibérale – parfois extrême –, qui a dominé au départ, recule petit à petit devant les résultats. En témoigne le discrédit de l'idée, parfois prônée de « destruction créatrice ». Selon cette thèse, le passage à la phase de croissance économique peut s'effectuer automatiquement, sans ingérence de l'Etat, grâce à l'assainissement de la structure économique par disparition rapide et massive des opérateurs inefficaces. Les actifs ainsi libérés trouveraient – en s'appuyant sur les mécanismes du marché introduits d'un seul coup – une allocation plus efficace qu'avant, ce qui devrait porter l'économie sur la voie de la croissance. Dans cette approche, le rôle de l'Etat est très limité. Il doit favoriser cette sorte de destruction et participer à la création d'infrastructures de marché. Tout le reste devrait être accompli par le marché et ses forces.

D'une certaine manière, cette approche a bien été suivie dans quelques pays, surtout en Pologne, mais aussi en Tchéco-Slovaquie et partiellement en Russie. En Allemagne orientale, son application a été partielle car le rôle de l'Etat dans la transformation de l'économie de la RDA est essentiel. Les résultats d'une telle politique n'étant pas concluants, un certain changement d'orientation théorique s'est dessiné, ainsi qu'une approche quelque peu différente de la part des organisations financières et économiques internationales et de l'Occident quant à leur soutien à la transition. Depuis quelque temps, cette approche se teinte d'un pragmatisme plus grand (Banque mondiale, 1991 ; OCDE, 1991 ; Clesse, 1992).

La politique économique est hétérogène. On peut analyser son rôle dans l'ajustement macro-économique et la croissance des économies post-socialistes selon quatre volets : la stabilisation macro-économique ; le développement des infrastructures ; le gel de l'activité directement productive de l'Etat ; le soutien de l'activité productive du secteur privé (Krueger, 1992).

La politique macro-économique

La stabilisation macro-économique doit poursuivre cinq objectifs principaux. L'ajustement budgétaire a pour but d'obtenir un équilibre durable des finances publiques et une réorientation vers le marché ; en particulier, il s'agit de limiter les subventions aux productions non rentables et au soutien des prix, et de promouvoir un changement dans la structure des recettes budgétaires en allant vers des prélèvements plus largement assis sur la consommation. Il est également nécessaire de modifier le système des assurances sociales, de manière qu'elles ne soient pas une charge excessive pour le budget de l'Etat et qu'elles n'entretiennent pas un déficit budgétaire chronique.

Viennent ensuite la libéralisation et l'adaptation des prix. Il s'agit là de créer les prémisses au fonctionnement des mécanismes de prix de marché. Il peut être justifié de pratiquer transitoirement une politique des prix, notamment pour les prix de l'énergie dont l'influence d'ajustement administré sur les coûts de production et le prix de certains services (logement) est prépondérante.

Le troisième volet de la politique de la stabilisation concerne les mesures de restriction monétaire qui ont pour but d'éviter que l'inflation induite par les réformes de la fiscalité et des prix (mais aussi le taux de change compte tenu de l'importante dévaluation accomplie à cette occasion), n'évolue en un processus inflationniste chronique. Ceci exige un contrôle rigoureux du rythme des variations de l'offre monétaire, une adéquation de la liquidité aux besoins de la sphère réelle.

La brutalité des processus d'ajustement dans les économies post-socialistes fortement déstabilisées par la phase initiale de la transition, requiert certaines actions hétérodoxes (Kolodko, Gotz-Kozierkiewicz, Paczek, 1991), essentiellement dans le domaine des salaires. Leur adaptation aux nouvelles conditions de prix doit être fermement contrôlée car il ne faut pas que l'indexation des salaires (et d'autres revenus, telles les retraites et pensions) neutralise les effets positifs suscités par d'autres actions, par exemple celles entreprises pour assainir les prix et garantir un taux de change concurrentiel.

Le dernier – et cinquième – aspect macro-économique de la stabilisation concerne justement le taux de change. Il s'agit là principalement d'introduire une convertibilité de la monnaie nationale et de stabiliser le taux de change réel à un niveau compatible avec l'objectif de solde des échanges courants.

Ainsi entendue, la politique de stabilisation macro-économique doit agir également en faveur du maintien d'un niveau d'activité économique donné. Il en résulte que ses orientations doivent être perçues dans le cadre décrit plus haut du pentagone de la stabilisation macro-économique. Sinon, il peut arriver qu'elle s'auto-annihile si les moyens servant à la réalisation d'objectifs déterminés deviennent une fin en soi²³.

23. Il semblerait que c'est justement ce qui vient de se passer en Pologne pour le taux de change, où les effets de la dévaluation ont été parfaitement annihilés au début de la réforme, son niveau ayant été maintenu en valeur nominale, ce qui a conduit à une appréciation réelle du zloty – qui a favorisé la récession.

Les politiques micro-économiques

Les autres objectifs de la politique économique sont autant les changements institutionnels que la restructuration micro-économique des capacités de production. Dans cette perspective, l'amélioration des infrastructures devrait être une priorité. Il faut tout d'abord créer et développer les réseaux – routes, transports, communications –. Parallèlement, il est nécessaire d'assurer un fonctionnement efficace des institutions financières. En ce domaine, le secteur privé n'est pas apte à créer lui-même les conditions indispensables à son fonctionnement et à son développement. Dans certains secteurs, l'intervention de l'Etat est inévitable. Ce n'est qu'ensuite que les entreprises privées pourront démontrer leur efficacité. Une politique de création d'infrastructures par l'Etat en est la condition nécessaire, mais certainement pas suffisante.

Le troisième objectif de la politique de l'Etat – à la différence des deux précédents – relève plutôt de la sphère micro-économique et concerne son activité directement productive. En tant que propriétaire des actifs productifs, celui-ci doit les gérer efficacement. Dans certains pays il fournit moins des deux-tiers du produit national (Pologne), dans d'autres il fournit toujours plus de 95 % du revenu national (Albanie, Russie en 1992), et représente un volume d'emploi correspondant à sa place dans l'économie.

La prédominance de la propriété d'Etat est le trait caractéristique de l'économie post-socialiste. Le rythme et les orientations du changement de cette structure de propriété pose problème (OCDE, 1991). La nécessité d'une privatisation poussée et rapide est inhérente à la transition. Mais il n'est pas possible de privatiser plus, ou plus vite, que de raison. L'Etat est dans l'obligation de gérer efficacement les entreprises pour qu'elles ne soient pas une charge pour le budget, mais au contraire la source principale et raisonnablement stable de ses revenus au cours de la transition. Cette période ne sera pas aussi courte qu'initialement escompté, les efforts pour équilibrer les finances publiques peuvent ne pas réussir et l'ajustement budgétaire peut avoir l'effet pervers évoqué plus haut : l'Etat qui transforme son économie ne doit donc pas se comporter avec ses actifs productifs comme un syndic de faillites chargé de les vendre au plus vite aux enchères, voire les distribuer gratuitement, mais les considérer comme une source de revenus et un lieu de travail pour la majorité de la main-d'œuvre – fonction qui ira en régressant avec les progrès de la privatisation. Il est donc indispensable de rationaliser la gestion du patrimoine productif de l'Etat, indépendamment de sa privatisation rapide (Frydman, Rapaczynski, 1991).

Enfin, le quatrième volet de la politique économique consiste en un ensemble d'incitations – positives et négatives – et de réglemens que la puissance publique utilise pour agir sur l'allocation des ressources dans le secteur privé. Les gouvernements ont ici à leur disposition des instruments d'action directe, mais aussi de nombreux instruments indirects pour gérer la libéralisation et la

déréglementation économique, qui sont parmi les dimensions les plus importantes de la transition. Il est donc normal que les instruments indirects que sont les politiques budgétaire, monétaire (volume de la masse monétaire et taux de change) et commerciale prennent une importance croissante en économie post-socialiste.

La politique économique de transition

Ces quatre volets de la politique économique qui conditionnent la stabilisation macro-économique et qui créent les prémisses de la croissance économique sont d'une importance variable au cours de la transition post-socialiste. Initialement, l'accent est mis sur l'activité économique directe de l'Etat, puis sur l'amélioration des infrastructures pour les entreprises privées et sur les actions de stimulation et de contrôle de cette activité ; une telle évolution correspond au caractère dynamique de la triade : stabilisation macro-économique – changements institutionnels – restructuration micro-économique des capacités de production. En effet, ces processus se déroulent en partie simultanément, en partie successivement (Fischer, Gelb, 1991 ; Tardos, 1991). Les changements des droits de propriété sont ici d'une importance essentielle. Plus le processus des privatisations est rapide, plus active doit être la politique de l'Etat – et réciproquement. C'est la politique de l'Etat qui détermine le succès (ou l'échec) de la privatisation.

Autrement dit, l'Etat post-socialiste ne devrait pas tant se désengager de l'économie que reconsidérer ses modalités d'intervention. Pour son activité productive, il doit définir ses propres limites afin que le secteur privé, plus efficace et compétitif, puisse se développer. En même temps, le développement autonome de ce secteur induira une réduction de l'intervention de l'Etat.

Le passage à la régulation par le marché des comportements des agents économiques ne diminue nullement le rôle de l'Etat et de la politique économique, mais le modifie, ce qui n'est pas aisé, car les compétences, les connaissances et les habitudes de l'administration doivent changer. Dans ce domaine, il n'existe aucune thérapie de choc. Il faut tout simplement apprendre et expérimenter, processus long et coûteux. En économie post-socialiste apparaissent à ce niveau des difficultés liées aux distorsions de revenus entre l'administration publique et le secteur privé.

Les relations entre les divers aspects de la politique économique sont complexes et souvent mal comprises par les décideurs et les groupes de pression qui cherchent à les influencer. Bien que la transition impose d'importants changements dans le mode de fonctionnement de l'administration par rapport à l'économie planifiée, celui-ci demeure peu transparent et n'est perçu clairement ni par les responsables, ni par la population (Roland, 1992). Certaines décisions de politique économique sont parfois imposées par des lobbys, alors qu'à long terme, elles ne serviront pas leurs intérêts. Les nombreux délais qui interviennent entre la prise de décision et ses effets sont sous-estimés quand ils ne sont

pas négligés. C'est d'autant plus dangereux qu'il est notoire que les sociétés en transition et leurs élites politiques se trompent dans l'évaluation du temps nécessaire aux réformes.

Il serait possible de citer ici de nombreuses menaces qui en découlent pour la politique de stabilisation et de croissance. Attirons au moins l'attention sur les implications du rythme de croissance de l'endettement public interne, qui n'est guère contrôlé dans la plupart des pays post-socialistes. Il faut bien voir que les conséquences doivent en être appréciées tant au cours de la première que de la dixième année. Si, à titre d'exemple, la Pologne, augmente en 1992 d'un seul coup la dette publique de quelque 5 % du produit national brut, il faut non seulement en mesurer l'effet à court terme – l'éviction du secteur privé de l'étroit marché du crédit – ce qui, à long terme, contrarie la croissance économique ; mais aussi voir les conséquences que l'augmentation rapide de cette dette produira en 2002.

En pratique, les responsables politiques ne raisonnent pas à une telle échéance et n'assument pas de responsabilité à aussi long terme. Or l'emprunt par l'Etat de près de 5 milliards de dollars au cours d'une seule année (dont quelque 80 % en Pologne), dans un contexte d'inflation toujours galopante, aura des répercussions à long terme sur tous les sommets du pentagone de la stabilisation (déstabilisation ?) macro-économique. Malheureusement, ce futur dépasse l'horizon temporel des politiques et le champ de leurs responsabilités. Cette discordance des perspectives temporelles est d'autant plus grande que la situation politique est instable. Or, dans quasiment tous les pays post-socialistes, elle est instable et aucun espoir d'amélioration proche n'existe. Cela ne facilite en rien les efforts requis pour rejoindre la phase de croissance économique.

Références

- Abernethy, D.B. (1988) : « Bureaucratic Growth and Economic Stagnation in Sub-Saharan Countries », in *Africa's Development Challenges and World Bank*, et S.K. Commin ed., Westview Press, Boulder, CO.
- Akerlof, G., A. Rose, J. Yellin, H. Hessinus (1991) : « East Germany from the Cold : The Economic Aftermath of Currency Union », *Brookings Paper on Economic Activity*, Fall.
- Banque mondiale (1991) : *The Transformation of Economies in Central and Eastern Europe : Issues, Progress and Prospects*, the World Bank, Washington, (April).
- Banque mondiale (1992) : *Development and the Environment*, The World Bank, Washington (May).
- Berg, A. (1992) : *A Critique of Official Data*, communication à la conférence « The Macroeconomic Situation in Eastern Europe », The International Monetary Fund-The World Bank, Washington, June 4-5.
- Berg, A., J. Sachs (1992) : « Structural Adjustment and International Trade in Eastern Europe : the Case of Poland », *Economic Policy*, 14 (April), pp. 117-115.

- Borensztein, E., P.J. Montiel (1991) : « Savings, Investment, and Growth in Eastern Europe », in *Central and Eastern Europe Roads to Growth*, G. Winckler ed., International Monetary Fund-Austrian National Bank, Washington, pp. 153-187.
- Bozyk, P. (1992) : *Droga do nikad ? Polska i jej sasiedzi na rozdrozu*, Varsovie : Polska Oficyna Wydawnicza BGW.
- Bruno, M., G. DiTella, R. Dornbusch, S. Fischer (1989) : *Inflation, Stabilization. The Experience of Israel, Argentina, Brazil, Bolivia an Mexico*, The MIT Press, Cambridge, Mass. – Londres.
- Brus, W. K. Laski (1989) : *From Marx to the Market. Socialism in Search of an Economic System*, Clarendon Press, Oxford.
- Calvo, G., F. Coricelli (1992) : « Stabilizing a Previously Centrally Planned Economy : Poland 1990 », *Economic policy*, 14 (April), pp. 175-221.
- Classen E.M. (1991) : *Exchange Rate Policies in Developing and Post-Socialist Countries*, E.M. Classen ed., International Center for Economic Growth – ICS Press, San Francisco.
- Clesse A. (1992) : *Preventing a New East-West Divide : The Economic and Social Imperatives of the Future Europe*, A. Clesse, R. Tokes ed., Institute for European and International Studies, Luxembourg, Nomos Verlaggesellschaft, Baden-Baden.
- Dornbusch, R. (1991) : « Policies to Move from Stabilization to Growth », in *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1990*, The World Bank, Washington, pp. 19-48.
- Dornbusch, R., S. Fisher (1990) : *Macroeconomics*, Mc Graw-Hill Publishing Company, New York.
- Drogi (1992) : *Drogi wyjścia z polskiego kryzysu gospodarczego*, W. Dymarski, W. Wilczynski ed., Varsovie–Poznan : Wydawnictwo Naukowe PWN.
- Economist (1991) : « An Economy's Best Friend », *The Economist*, November 16th-22nd, p. 83.
- Economist (1992) : « Eastern Europe Hesitates », *The Economist*, May 16th-22nd, pp. 13-14.
- Eichengreen, B., M. Uzan (1992) : « The Marshall Plan : Economic Effects and Implications for Eastern Europe an the Former USSR », *Economic Policy*, 14 (April), pp 13-75.
- Edwards. S. (1992) : « Stabilization and Liberalization Policies for Economies in Transition : Latin American Lessons for Eastern Europe », in *The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*, Ch. Clague, G. C. Rausser ed., Blackwell, Cambridge, Ma. & Oxford, UK, pp. 129-159.
- Fischer, S., A. Gelb (1991) : « Issues in Socialist Economy Reform » in *The Transition to a Market Economy*, vol. I, The Broad Issues, Organization for Economic Cooperation and Development, Paris, pp. 174-201.
- Flemming, J. (1992) : « Eastern Europe in the Year 2000 : Hopes and Fears » in *The Economic Consequences of the East*, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- FMI (1991) : *World Economic Outlook*, International Monetary Fund, Washington, (May).
- Frydman, R., A. Rapaczynski (1991) : « Privatization and Corporate Governance in Eastern Europe : Can a Market Economy Be Designed ? » in *Central and Eastern Europe Roads to Growth*, G. Winckler ed., International Monetary Fund-Austrian National Bank, Washington, pp. 255 -285.
- Gomulka, S. (1990) : « Stabilizacja i wzrost : Polska 1989-2000 » in *Polityka finansowa – nierównowaga – stabilizacja (II)* ministère des Finances et Institut de Finances, Wilga, 30-31 mai, pp. 303-321.
- Kiyono, K. (1992) : *Post-War Industrial Policy of Japan : A Brief Economic Perspective*, communication à la conférence « Industrial Policy », Ministry of International Trade and Industry (MITI), Japanese External Trade Organization (JETRO, Vienne), May 25-26.

- Kolodko, G.W. (1975) : *Wahania tempa wzrostu gospodarczego w PRL*, Institut de développement économique, Ecole centrale de planification et statistiques, Varsovie.
- (1986) : « Economic Growth Cycles in the Centrally Planned Economies : A Hypothesis of » Long Cycle « » BEBR, *Faculty Working Paper*, n° 1228, University of Illinois at Urbana-Champaign (February).
- (1989a) : *Kryzys, dostosowanie, rozwój*, Varsovie : Panstwowe Wydawnictwo Ekonomiczne.
- (1989b) : « Kryzys, dostosowanie i rozwój », *Wektory Gospodarki*, n° 11/12 pp. 19-26.
- (1990a) : « Un futuro giapponese o un destino argentino per polonia », *L'Opinione*, n° 14 (Ottobre), pp 21-30.
- (1990b) : « W poszukiwaniu strategii lat dziewięćdziesiątych », *Zycie Gospodarcze*, n° 11.
- (1991) : « Savings, Investment, and Growth in Eastern Europe. Comments » In *Central and Eastern Europe Roads to Growth*, G. Winckler ed., International Monetary Fund-Austrian National bank, Washington, pp. 193-203.
- (1992a) : *Transformacja polskiej gospodarki. Sukces czy porazka ?* Varsovie : Polska Oficyna Wydawnicza BGW.
- (1992b) : « Stabilizing a Previously Centrally Planned Economy : Poland 1990, Comments », *Economic Policy*, 14 (April), pp. 211-212.
- (1992c) : « Economics of Transition : From Shortageflation to Stagflation. The case of Poland » in *Preventing a New East-West Divide : The Economic and Social Imperatives of the Future Europe*, A. Clesse, R. Tokes ed., Institute for European and International Studies, Luxembourg, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden pp. 172 -181.
- Kolodko, G.W., D. Gotz-Kozierkiewicz, E. Shrzyszewska-Paczek (1991) : *Hiperinflacja i stabilizacja w gospodarce postsocjalistycznej*, Varsovie : Panstwowe Wydawnictwo Ekonomiczne (1^{re} éd.), Instytut Finansów (2^e éd.).
- Kolodko, G.W., W. W. McMahon (1987) : « Stagflation and Shortageflation : A Comparative Approach », *Kyklos*, vol. 40, fasc. 2, pp. 176-197. Repris dans : *Comparative Economic Systems. Models and Cases* (1989), M. Borenstein, Irwin, Homewood ed., III., pp. 429-446.
- Kornai, J. (1990) : *The Road to a Free Economy. Shifting from a Socialist System. The Example of Hungary*, W. W. Norton & Company, New York – Londres.
- Krueger, A.O. (1992) : *Economic Policy Reform in Developing Countries*, Blackwell, Oxford UK & Cambridge USA.
- Lipowski, A., J. Kulig (1992) : *Panstwo czy rynek ? Wokółródel « cudu gospodarczego » w Korei Poludniowej*, Institut des sciences politiques, Académie des sciences de Pologne.
- Laski, K. (1990) : « Pulapka recesji », *Zycie Gospodarcze*, n° 8.
- Marczewski, K., I. Zagoździńska (1990) : « Nakłady wieksze niz efekty », *Rzeczpospolita*, n° 271 (21 novembre).
- Mc Kinnon, R. (1991) : *Liberalizing Foreign Trade in a Socialist Economy : the Problem of Negative Value Added*, mimeo.
- Nuti, D. M. (1986) : « Hidden and Repressed Inflation in Soviet-Type Economies : Definitions, Measurements and Stabilization », *Contribution to a Political Economy*, n° 5.
- (1992) : « Lessons from the Stabilization Programmes of Central and Eastern European Countries, 1989-91 », *Economic Papers*, European Economic Community, Bruxelles.
- OCDE (1991) : *The Transition to a Market Economy*, Volume I : The Broad Issues, Volume II : Special Issues, Organisation for Economic Cooperation and Development, Paris.

- Palmer, M. (1992) : « A plan For Economic Growth in Central and Eastern Europe » in *Preventing a New East Divide. The Economic and Social Imperatives of the Future Europe*, A. Clesse, R. Tokes ed., Institute For European and International Studies, Luxembourg, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, pp. 493 -501.
- Pegatienan, J. H. (1991) : Comment on « Policies to Move from Stabilization to Growth », by Dornbusch in *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1990*, The World Bank, Washington, pp. 49-52.
- PlanEcon Report (1992) : « Romanian monthly Economic Monitor », *PlanEcon Report*, n° 19 (May 14).
- Poznański, K. (1992) : *Shock without Therapy*, University of Washington, Seattle, mimeo.
- Roland, G. (1992) : « Issues in Political Economy of Transition » in *Economic Consequences of the East*, Center for Economic Policy Research, Londres.
- Rosati, D. K. (1992) : « Problems of post-CMEA Trade and Payments » in *The Economic Consequences of the East*, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- Rostowski, J. (1990) : « Popyt kontrolowany », *Zycie Gospodarcze*, n° 25.
- Summers, L. (1992) : « The Next Decade in Central and Eastern Europe » in *The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*, Ch. Clague, G. C. Rausser ed., Blackwell, Cambridge, Ma. – Oxford, UK, pp. 25-34.
- Tardos, M. (1991) : « Sequencing the Reform », in *The Transition to a Market Economy*, vol. I, « The Broad Issues »; Organization for Economic Cooperation and Development, Paris, pp. 202-207.
- van Brabant, J. (1990) : *Remaking Eastern Europe, on the Political Economy of Transition*, Kluwer Academic Publisher, Boston ; Dordrecht, Londres.
- Winiecki, J. (1991) : « Costs of Transition That Are Not Costs : On Non-Welfare-Reducing Output », Fall, *Rivista di Politica Economica*, n° VI (June) pp. 85-94.
- Wolf, H. (1992) : « Miracle Prescriptions – Postwar Reconstruction and Transition in the 1990s » in *The Economic Consequences of the East*, Centre for Economic Policy Research, Londres.